

**STOP ! CA SUFFIT, ON N'EN PEUT PLUS !  
TOUTES & TOUS EN GREVE  
LE 18 MAI !**

■ Les orientations stratégiques décidées par les dirigeants de La Poste et de la CDC pour les 10 prochaines années nous promettent « *du sang et des larmes* » comme l'avait déclaré il y a 7 ans le PDG Wahl. ■ Le fil conducteur de ce « **pacte social** » est : toujours moins de recrutements, une généralisation des mobilités fonctionnelles, aucune mesure pour améliorer nos conditions de travail et des réorganisations qui vont devenir permanentes (fin des 2 ans entre chaque réorg). ■ Le tout sans AUCUNE mesure salariale significative. **STOP, ça suffit ! Le temps de la riposte est venu !**

## Résultats des comptes pour 2020 : 2 milliards de bénéfices après impôts !

Le siège est un peu gêné aux entournures en annonçant un tel résultat, en s'empressant de préciser que ce résultat est dû à la recapitalisation du groupe LP par des titres CNP.

Rappel : en 2019, le plan « *Mandarine* » a fait devenir la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) actionnaire majoritaire de La Poste (à hauteur de 66%, l'Etat descendant à 33%) et, en contrepartie, la CNP a intégré le groupe LP, avec tous ses actifs.

→ Donc, sans l'intégration de la CNP au capital de La Poste, les résultats 2020 auraient été négatifs.

Partant de ce constat, les dirigeants de LP communiquent largement en expliquant qu'il y a une nécessité absolue de **revoir l'organisation de LP du sol au plafond** :

Sans surprise, nécessité de **baissier les charges** (salaires, nombre de bureaux pour le Réseau) et **d'augmenter les recettes** (objectifs commerciaux principalement).

Et d'autre part, préparer les postier.es à changer de fonction, métier ou lieu de travail, au gré des réorganisations futures du groupe LP. A cet effet, le siège prévoit de mettre en place de véritables « pôles emploi postal », en renforçant les EMRG déjà existants.



→ A **Sud**, nous n'avons pas la même lecture. **Si les comptes 2020 (hors CNP) sont déficitaires, ce n'est pas du fait de la structuration et de l'organisation actuelle de LP, mais bien dû au fait de la crise sanitaire et des confinements en 2020** (pour exemple, la baisse vertigineuse de la fréquentation des bureaux pendant les 2 confinements).

La Poste s'empare donc et profite du Covid pour justifier sa stratégie de transformation radicale et porter un coup à ses missions de service public. **On n'est plus dans le cadre de réorganisation classique, mais bien d'un changement de modèle plein et entier...** qui n'ira certainement pas dans le sens du bien être au travail des postier.es et du service rendu à toute la population.

## Et pendant ce temps là, le pouvoir d'achat est en berne depuis des années...mais pas pour tout le monde.

C'est vrai qu'entre le gel du point d'indice pour les fonctionnaires, la piteuse augmentation salariale pour les salariés (0.2% pour 2021), le refus d'attribuer une prime covid pour 2021, une RVB en berne, l'intéressement à zéro et l'absence de 13<sup>ème</sup> mois, le manque de reconnaissance financière est criant...

Mais pas pour tout le monde : par exemple 2700€, c'est le montant de l'intéressement/participation 2021 distribués aux salariés directement rattachés à la filiale LBP.

**STOP, ça suffit, ces divergences de traitement sont inconcevables ☹☹☹.**

## Des missions de service public mises à mal.

Rappel : 4 missions de service public incombent aujourd'hui à La Poste (acheminement de la presse, distribution du courrier 6 j/7, et pour le Réseau, accessibilité bancaire et aménagement du territoire/présence postale).

Depuis un bon moment, **l'Etat se désengage en ne compensant pas financièrement à la bonne hauteur ces missions de service public**, ce qui génère un important manque à gagner pour LP (aux alentours d'un milliard d'euros /an).

Du coup, dans les « *négociations* » actuelles autour du « *pacte social* », **ces missions de service public sont clairement désignées comme étant un fardeau.**

→ Pour le Réseau, les seules perspectives seraient désormais **la diminution des charges** (personnel et nombre de bureaux de poste) et **l'augmentation des objectifs commerciaux ?**

## Baisse des charges = misère au travail ☹️

Décision prise dans le 44/85 de **fermer définitivement 15 bureaux de poste au 1<sup>er</sup> trimestre 2021**. Cela crée de véritables déserts postaux dans certains endroits (Pays de Retz, sud & est vendéen, nord du 44...). Le réseau des bureaux est notre outil de travail.

**Baisse des charges, c'est aussi + que jamais des suppressions d'emplois.** Si le nombre de suppressions de portefeuilles COBA (et donc d'emploi) n'est pas connu à ce jour, la DR 44/85 a annoncé **la suppression de 50 postes de chargés de clientèle dans le 44/85 en 2021**. C'est 12% des effectifs.



Ces suppressions massives s'accompagnent d'un **gel des recrutements**, du **non remplacement de nombreux départs** et de **l'explosion du recours à des emplois précaires** (intérim).

→ Cela conduit à toujours **moins de remplacement des absents**, donc une généralisation du travail en sous effectif (avec des objectifs commerciaux répartis entre celles et ceux qui sont présents) et un accueil clientèle dégradé qui provoquera toujours + d'incivilités et d'épuisement professionnel. Cette spirale doit être enrayée.

En dépit de cette situation de l'emploi alarmante, la DR 44/85 veut imposer en 2021 **une augmentation des objectifs commerciaux LPM-LBP de 30 à 40%** par rapport au réalisé 2020.

La DR nous met donc devant une équation impossible :

**Vendre toujours +, avec – de personnel et des outils informatiques défaillants.**

### Pour les COBA, des pratiques commerciales à la limite du ridicule :

→ Des **RDV « à thèmes »** : chaque COBA doit vendre chaque semaine un nombre prédéfini de produit LBP. Avec de telles pratiques commerciales, le client ne choisit plus, le conseiller ne conseille plus ! **L'autonomie** n'est plus d'actualité.

→ Des **tâches administratives** qui représentent parfois **50% du temps de travail**. Autant de temps en moins à passer en RDV, c'est pourtant le cœur du métier. Les 35h sont une chimère.

→ Des **RDV par téléphone** qui sont demandés dans certains secteurs à hauteur de **50% du temps de travail**. Les COBA ont l'impression de travailler sur un plateau téléphonique, pour des clients qui ne sont parfois pas demandeurs.

Et aussi **l'obligation de décrocher son téléphone pendant les RDV en face à face**, pour rester dans les clous de l'objectif de 50% d'appels téléphoniques décrochés imposé par la DR.

**Le nombre d'arrêts de travail pour épuisement professionnel est alarmant et touche toutes les fonctions, DS, encadrement, COBA et CC.**

La DR est totalement dans le déni ce malaise, **le moment est venu de desserrer la corde.**

Ce même constat prévaut dans tous les métiers et services de LP. Refusons tous ensemble ce « *pacte social* » qui va n'amener qu'incertitudes, épuisement, démotivation et précarisation des emplois.

**Sud** va déposer un préavis de grève illimité sur tous les services de La Poste à compter du 18 mai.  
**TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 18 MAI !!!**

→ Pour le **comblement de tous les postes vacants**, CC, COBA et encadrants et le **remplacement de toutes les absences** par le renforcement des CCR et COBAR. NON au 3<sup>ème</sup> statut (intérim).

→ Pour le **II-3 grade de base**, l'obtention d'un **13<sup>ème</sup> mois** et d'une prime de 2000€ pour travail pendant la période Covid.

→ Pour des objectifs commerciaux négociables et atteignables.

→ Pour un moratoire sur les réorganisations pendant l'état d'urgence sanitaire et le maintien du réseau des bureaux de poste de plein exercice.

**Prenons collectivement notre destin en main.**

**Nous sommes toutes et tous concerné.es.**

**Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales à se joindre au mouvement.**